

Une rédaction d'Alterpresse ... Une publication du Collectif Haïti de France
avec le soutien de la Fokal

N°982

18 octobre 2010

- **Alerte renforcée aux intempéries en Haïti.**
- **Une nouvelle carte des risques sismiques, disponible vers la fin de 2010.**
- **Revendications pour l'autonomie et la souveraineté alimentaire à l'occasion de la 31e journée mondiale de l'alimentation.**
- **Nouveau cahier de revendications des femmes d'Haïti.**
- **En bref : Mort de 3 détenus dans une tentative de mutinerie à la prison civile de la capitale.**

>> Alerte renforcée aux intempéries en Haïti.

En cette deuxième quinzaine d'octobre 2010, la république d'Haïti se trouve sous une « alerte renforcée » devant les menaces d'inondations, de crues de rivières et de glissements de terrains, provoquées par les intempéries, incessantes depuis plusieurs semaines, et la saturation des sols en diverses zones.

La direction de la protection civile (Dpc) renouvelle ses appels, de vigilance et de respect des consignes de sécurité, aux populations de plusieurs départements géographiques.

10 personnes sont mortes le week-end écoulé à l'occasion des précipitations enregistrées à Port-au-Prince et à Carrefour (municipalité au sud de la capitale).

2 de ces personnes sont mortes lors de l'effondrement d'une maison à Fontamara (périphérie sud de Port-au-Prince) au moment d'un éboulement.

8 personnes ont péri samedi soir 16 octobre dans des inondations à Mariani, localité de Carrefour, à forte densité démographique et où les constructions anarchiques sont légion.

>> Une nouvelle carte des risques sismiques, disponible vers la fin de 2010.

Avant la fin de l'année 2010, une nouvelle carte des risques sismiques en Haïti sera disponible.

Elaboré avec le concours de l'Institut américain de géophysique (en anglais Usgs), cet outil devrait favoriser la planification des constructions sur le territoire national.

L'information a été rendue publique le 15 octobre, dans le cadre d'une conférence de presse conjointe entre le bureau (haïtien) des mines et de l'énergie (Bme), l'Usgs et un géophysicien de l'université Purdue d'Indiana, le français Eric Calais.

A court terme, la probabilité d'un séisme, de même magnitude que celui du mardi 12 janvier 2010, demeure assez faible, estiment les experts haïtiens et étrangers.

Haïti reste exposée aux possibles libérations de l'énergie accumulée par diverses failles, y compris celle de Léogane à l'origine du 12 janvier 2010.

Les experts affirment n'être pas encore en mesure de prédire la date, ni la période ni l'endroit, où se produirait un nouveau tremblement de terre en Haïti.

Le tronçon routier de la capitale, qui mène vers toute la côte Sud du pays, a été pratiquement bloqué par des amas de boue dans des quartiers de Fontamara et de Martissant.

Une évaluation est en cours pour pouvoir établir le bilan des deux derniers jours (dimanche 17 et samedi 16 octobre) marqués par d'intenses pluies.

Conséquence de la présence d'une zone humide sur les grandes Antilles et d'une zone de basse pression près des côtes du Nicaragua, des précipitations, accompagnées de forts vents et d'orages violents, ont été enregistrées, le lundi 18 octobre, dans la plupart des départements géographiques en Haïti.

Pour les semaines à venir, les prévisionnistes ne prévoient aucune amélioration des conditions météorologiques.

Cependant, ils invitent la population à tenir compte des risques sismiques par l'adoption de comportements appropriés, notamment en matière de construction.

Désapprouvant les réparations non contrôlées de bâtiments fissurés et/ou fortement affectés le 12 janvier, l'ingénieur Dieuseul Anglade, directeur général du Bme, insiste sur l'obligation pour les particuliers, en dehors des responsabilités de l'Etat, de respecter et d'appliquer les normes parasismiques.

>> Revendications pour l'autonomie et la souveraineté alimentaire à l'occasion de la 31e journée mondiale de l'alimentation.

Dans le cadre de la commémoration des journées internationales de la femme rurale (15 octobre) et de l'alimentation (16 octobre), plusieurs milliers de paysans membres de diverses organisations paysannes, ont manifesté, le 15 octobre, à Jacmel (Sud-Est), contre les multinationales et les semences hybrides, notamment les produits Monsanto.

Cette manifestation faisait partie des actions mises en œuvre par la campagne « kaba Grangou » (mettre un terme à la faim), menée par plusieurs organisations paysannes.

« Nous voulons des produits créoles », « les semences Monsanto sont du poison », ont scandé les paysans tout au long de leur marche, de Meyer (localité située à 3 kilomètres au sud-est de Jacmel) vers le centre de cette ville.

Les manifestantes et manifestants faisaient référence aux 475 tonnes de semences hybrides offertes par Monsanto au gouvernement haïtien après le séisme du 12 janvier.

« Ce sont les paysans qui peuvent relever Haïti et non Monsanto », a déclaré le dirigeant paysan brésilien Derlane Dos Santos Bezerra, du Mouvement des paysans sans terre (Mst Brésil) qui a pris part à la marche.

Au cours d'une manifestation similaire à Hinche (Centre du pays) en juin 2010, les paysans avaient symboliquement brûlé des semences hybrides de maïs de Monsanto.

Par ailleurs, plusieurs associations, notamment des organisations de femmes et d'artisans, ont participé à une foire de produits locaux à Liancourt (1^{re} section communale de Verrettes, département de l'Artibonite) à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre dernier.

Liqueurs de fruits, fruits séchés, confitures, riz local, et divers produits artisanaux ont été exposés lors de la foire, déroulée sous les yeux, entre autres, de représentants du gouvernement et ceux plus curieux et émerveillés des enfants de la zone.

L'organisation internationale Oxfam Québec a profité de la foire pour dénoncer l'invasion du marché haïtien par le riz américain [qui a engendré un processus de destruction de la production nationale], préconiser des actions durables en faveur de la décentralisation, de l'accès des paysannes et paysans aux techniques agricoles, à des formations ainsi qu'au crédit.

Oxfam Québec a également émis des inquiétudes quant une éventuelle flambée des prix que les intempéries en Haïti et au Pakistan pourraient entraîner.

>> Nouveau cahier de revendications des femmes d'Haïti.

Politique de création d'emplois (notamment dans les zones rurales), de garantie des droits des ouvrières, de protection sociale et de bonnes conditions de travail ; dépolitisation du travail ; accès des femmes à l'éducation et formation à tous les niveaux ; actions contre l'impunité par des séances de formation au profit des professionnels de la justice et des agents de la police sur le phénomène de la violence faite aux femmes ; harmonisation des lois haïtiennes avec les conventions internationales ; mise en place de services de santé de proximité ; dépénalisation de l'avortement en faveur des victimes de viol et gratuité du certificat médical ; utilisation (par l'Etat) des ressources naturelles comme le soleil, le vent et l'eau ; dispositions pour prévenir une éventuelle pénurie d'eau dans 10 ans ; départ (du pays) de la

mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah)...

Telles sont quelques-unes des revendications des femmes d'Haïti, relancées à la clôture de la 3^e Action de la Marche mondiale des femmes (Mmf), le 17 octobre écoulé, à Bukavu en République Démocratique du Congo (RDC).

Ces revendications ont été réunies lors d'un atelier organisé à Port-au-Prince, fin septembre 2010, auquel ont pris part 42 femmes déléguées de 17 organisations des 10 départements géographiques du pays, indique une documentation consultée par AlterPresse.

EN BREF

3 prisonniers morts dans une tentative de mutinerie

3 détenus décédés, incendie partiel du dispensaire de la prison : tel est le bilan d'une tentative de mutinerie au Pénitencier national, principale prison à la capitale, le dimanche 17 octobre.

Entre octobre 2004 et octobre 2010, plus de 40 évasions et tentatives d'évasions ont été enregistrées au pénitencier national, où des conditions objectives de fuite de prisonniers (également dans les autres centres de détention du pays) seraient réunies, rapporte le réseau national de défense de droits humains (Rnndh).

